

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N°50 – 16 décembre 2021.

En bref

Le Président Iván Duque et le ministre des Finances José Manuel Restrepo ont présenté la nouvelle projection de croissance pour 2021 en Colombie, à 9,7 % (contre 8,5 % lors de l'estimation précédente et 6 % lors de la présentation du cadre budgétaire à moyen terme 2021), reflétant un rebond significatif de l'activité économique par rapport à 2020. Ce niveau de croissance constitue un niveau record au cours des 100 dernières années. Selon l'analyse de l'équipe économique du gouvernement, les chiffres observés aux deuxième et troisième trimestres, la bonne tenue de la demande intérieure, un plus grand optimisme et la reprise de l'emploi sont les principaux arguments pour augmenter la prévision.

BOLIVIE

Les réserves internationales s'élèvent à 4,8 Mds USD en décembre grâce aux prêts de la CAF.

Après un recul de 19 % des réserves internationales nettes (RIN) au cours des 7 premiers mois de l'année 2021, la Banque centrale bolivienne (BCB) a informé qu'au 10 décembre, les RIN s'élevaient à 4,79 Mds USD, soit 12 % du PIB, et couvraient 6 mois d'importations. La BCB souligne la stabilisation des RIN en 2021, notamment grâce au premier excédent commercial du pays depuis 6 ans (1,56 Md USD). En outre, dans un contexte de perspectives externes plus défavorables pour 2022, du fait de la prolongation de la pandémie et du ralentissement économique de la Chine, l'approbation de nouveaux crédits vient renforcer les réserves : en effet, la Corporation Andine de Développement (CAF) a approuvé ce

LE CHIFFRE À RETENIR

9,7 %.

C'est la nouvelle estimation de croissance pour la Colombie en 2021 selon le ministère de l'Économie et des Finances.

mois-ci un crédit de 130 MUSD pour renforcer le plan de vaccination et le système de santé bolivien. Deux autres prêts d'un montant total de 76 MUSD ont été conclus avec la CAF pour financer des travaux routiers dans les provinces de Chuquisaca, Santa Cruz et La Paz.

COLOMBIE

Le salaire minimum va croître de 10,07 % pour atteindre le million de pesos.

Dimanche 12 décembre, le Président Iván Duque a proposé d'augmenter le salaire minimum de 10,07 % dans le cadre des négociations entre les organisations syndicales et le gouvernement portant sur le salaire minimum qui sera réévalué en janvier 2022. L'inflation des derniers mois, qui a affecté le pouvoir d'achat des ménages en particulier sur le secteur alimentaire, ainsi que la hausse de la productivité du travail, justifient cette croissance à deux chiffres, une première depuis 2011. La proposition, acceptée de tous les

partis, inquiète cependant certains experts qui mettent en garde contre l'impact potentiel de cette mesure sur l'emploi formel et les PME. Selon le Directeur exécutif de Fedesarrollo, Luis Mejía, une croissance du salaire minimum supérieure à 7,5 % affecterait négativement les secteurs économiques qui n'ont pas encore retrouvé leur niveau pré-pandémie, tels que la construction, ainsi que les municipalités à faibles revenus et les municipalités rurales, où l'incidence de l'informalité dépasse largement la moyenne nationale de 63 %. Actuellement, le salaire minimum est versé à 12,8 M de travailleurs colombiens.

La Cour constitutionnelle va examiner l'accord passé avec la France pour éviter la double imposition et l'évasion fiscale.

Le bureau du Procureur général a demandé à la Cour constitutionnelle de donner la priorité au traitement et à l'examen de l'accord signé entre la Colombie et la France pour éviter la double imposition et prévenir l'évasion fiscale. A ce stade, l'accord a déjà été approuvé par le Congrès. Actuellement, la double imposition pèse sur le commerce international, les investissements et les échanges entre les deux pays. Ainsi, l'entrée en vigueur de l'accord améliorera la compétitivité des entreprises nationales et créera des opportunités commerciales et culturelles pour les Colombiens. En outre, l'accord consiste en un mécanisme fondamental pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale.

L'économie orange a mobilisé près de 5,7 Mds USD en deux ans.

La politique de l'économie orange, un modèle de développement impulsé par le gouvernement

qui regroupe les industries créatives et culturelles du pays, a réussi à mobiliser près de 5,7 Mds USD au cours des deux dernières années. Les investissements du secteur culturel, du ministère des Technologies, de l'Information et de la Communication, du ministère du Commerce et de Bancoldex ont permis de récupérer 522.000 emplois au troisième trimestre 2021, soit le total des emplois existants du secteur au troisième trimestre 2019. Les municipalités ont reçu des fonds pour subventionner 18.000 organisations culturelles et artistes, plusieurs appels à projets ont mobilisé 60.000 travailleurs du secteur et la loi sur l'investissement social a permis de prolonger l'exonération d'impôts sur les revenus des entreprises de l'économie orange pour cinq années supplémentaires à partir de 2022.

ÉQUATEUR

Le salaire minimum augmente de 6,25 %.

Le gouvernement a annoncé une augmentation de 6,25 % du salaire minimum, qui s'établit désormais à 425 USD. Cette augmentation, perçue par les milieux entrepreneuriaux comme une mesure nuisant à la productivité du secteur privé, s'inscrit dans le cadre des promesses de campagne électorale du Président Guillermo Lasso, à savoir l'augmentation de 25 % du salaire minimum sur 4 ans pour atteindre 500 USD. Le salaire minimum équatorien devient ainsi le deuxième le plus élevé de la région, derrière le salaire minimum chilien (441 USD).

La production pétrolière baisse en raison de glissements de terrain sur les zones de passage des oléoducs.



Le gouvernement a décrété l'état d'exception du secteur pétrolier en raison du phénomène naturel d'érosion qui affecte les zones de passage des oléoducs transportant le pétrole extrait de l'Amazonie à destination des ports et des raffineries. Ce phénomène, couplé à la saturation des stations de stockage, a contraint à l'arrêt d'une bonne partie de la production pétrolière, qui est passée de 480.000 barils par jour à 224.000 bpj le 13 décembre dernier. Petroecuador prévoit la construction en urgence d'une nouvelle section d'oléoducs dans les prochains jours.

Le pays rouvre sa frontière avec la Colombie.

La réouverture de la frontière a été décidée par les présidents colombien, Iván Duque, et équatorien, Guillermo Lasso, lors du dernier sommet binational. Les commerçants d'Ipiales et d'autres secteurs de Nariño et Putumayo avaient demandé instamment la reprise du passage frontalier, en raison des millions de dollars de pertes et des graves dommages qu'ils avaient subis en plus d'un an de fermeture.

PÉROU

La Banque centrale (BCRP) relève son taux directeur à 2,5 %.

La tendance à la hausse du taux directeur se poursuit pour le 5^e mois consécutif. Cette nouvelle hausse de 0,5 point intervient afin de freiner l'inflation, qui s'élève à 5,66 % en glissement annuel à Lima en novembre (2,91 % hors alimentation et énergie). Avec ce taux directeur de 2,5 %, la BCRP revient au niveau du taux directeur qu'elle avait maintenu jusqu'en

avril 2020. Nombre d'analystes financiers estiment toutefois que la Banque centrale va relever progressivement son taux en 2022 jusqu'à atteindre 3 %, d'autant que celui-ci demeure l'un des plus bas de la région (en Colombie, il est attendu à ce niveau d'ici demain). Enfin, l'inflation attendue en 2022 est estimée à 3,5 %, et devrait retourner dans la fourchette cible de 1 à 3 % au 2^e semestre 2022 selon les prévisions de la BCRP.

L'exécutif présente un projet de loi visant à subventionner davantage la facture d'électricité des plus pauvres.

Annoncé par le Président Pedro Castillo, ce projet vise à contenir la hausse des tarifs de l'électricité en modifiant la structure du Fonds de Compensation Sociale de l'Électricité (FOSE), qui permet de subventionner depuis 2001 la consommation électrique des ménages les plus pauvres. Actuellement, tous les utilisateurs résidentiels consommant plus de 100 kWh par mois subventionnent ceux qui consomment moins. La subvention est comprise entre 25 et 75,5 % de la facture, en fonction du niveau de consommation (2 groupes : consommation inférieure à 30 kWh/mois ou comprise entre 31 à 100 kWh/mois) et la zone dans laquelle l'utilisateur réside (essentiellement en zone urbaine ou rurale). Le gouvernement veut porter la limite à 140 kWh par mois (ce qui inclura au dispositif 7 M de nouveaux bénéficiaires et portera le total à 21 M) et augmenter les subventions de 2 à 15 points en fonction des catégories (ce qui portera le taux maximal de subvention à 77,5 %). Par ailleurs, les usagers libres (>0,2 MW, mines, industries), qui auparavant ne contribuaient pas au FOSE, seraient désormais la source de 48 % des fonds. Cependant, le gouvernement vient d'annoncer qu'il envisage d'étendre la subvention à tous les

usagers résidentiels à un taux minimum de 1 %. Certains experts considèrent toutefois qu'il serait plus approprié pour le gouvernement d'investir dans de nouvelles centrales de génération électrique renouvelables afin d'abaisser durablement les prix.

Le dialogue échoue à Las Bambas, tandis qu'une nouvelle mine annonce l'arrêt de ses activités en raison de conflits sociaux.

Le 15 décembre, la mine Las Bambas (Apurímac) détenue par la filiale chinoise MMG a entamé la suspension provisoire de ses activités, comme annoncé il y a 2 semaines à la bourse de Hong Kong, en raison du blocage de la principale route d'approvisionnement et de transport du minerai par des communautés paysannes depuis mi-novembre. Le gouvernement avait prévu une dernière médiation avec les communautés et la mine le 14 décembre, mais celle-ci n'a pas eu lieu. Le Pérou est le 2^e producteur de cuivre au monde et Las Bambas représente 2 % de l'offre mondiale de ce métal. D'autre part, la mine polymétallique Cerro Lindo (Ica) de la société brésilienne Nexa a annoncé mardi la suspension de ses activités après près d'une semaine de blocage de ses voies d'accès. Bien que la police ait pu débloquenter la route mercredi, cette annonce renforce le climat tendu du secteur minier. Cerro Lindo produit 18.000 tonnes de zinc par jour et approvisionne la raffinerie de Cajamarquilla (Lima), qui est le plus grand fournisseur de zinc métallique de l'industrie péruvienne.

VENEZUELA

L'Assemblée nationale approuve le budget pour 2022, qui s'élève à 13,46 Mds USD.

L'Assemblée nationale a approuvé mardi 14 décembre la loi budgétaire du Venezuela pour 2022, qui prévoit un budget national de 62,4 Mds Bolívares, soit 13,46 Mds USD selon le taux de change officiel (dont 8,2 Mds USD proviendront des réserves pétrolières, soit 60,2 %). Selon le gouvernement, ce budget est encadré par des politiques de lutte contre l'hyperinflation, et permettra d'accroître les capacités productives du pays pour placer le Venezuela sur la voie de la reprise économique. La loi budgétaire prévoit notamment 1,3 Md USD pour des investissements dans le secteur de l'électricité, 554 MUSD dans le secteur des transports et 479 MUSD pour des projets de production. En outre, le budget prévoit l'allocation de 1,7 Md USD pour les salaires de la fonction publique. La loi spéciale sur la dette pour l'exercice fiscal de 2022 a également été approuvée. Elle prévoit un montant de 18,1 Mds Bolívares de paiement de la dette (3,9 Mds USD), ce qui représente 29 % du budget.

Le prix du pétrole vénézuélien a augmenté de 126 % sur un an.

Le prix du baril de brut Merey a atteint 61,21 USD en novembre, soit un peu moins que le prix de 62,72 USD atteint en octobre. Cependant, en comparaison avec le mois de novembre 2020, ce prix a connu une augmentation de 126 % ; et il a été multiplié par 9 depuis avril 2020, lorsque le prix du pétrole atteignait un plancher de 7 USD par baril en raison de l'effondrement de la demande d'énergie suite à la pandémie de Covid-19. Sur les 11 premiers mois de l'année 2021, le prix moyen du pétrole vénézuélien est de 51,12 USD par baril et a connu une croissance de



184 % comparée à la même période en 2020, quand le prix moyen se situait à 27,7 USD. Néanmoins, le Merely reste en dernière position dans le panier de référence de l'OPEP, qui regroupe les prix du pétrole de tous les membres de l'Organisation; et il se situe en-dessous de la moyenne de tous ses membres, qui s'élève à 82,11 USD par baril.

Le Venezuela reçoit 1,5 M de doses du vaccin Sputnik et commencera l'injection des doses de rappel en janvier.

Lundi 13 décembre, le Venezuela a reçu une troisième livraison du vaccin Sputnik Light contre le Covid-19, de la part de la Russie. Il s'agit de l'avant-dernière livraison d'un convoi lancé le 11 décembre dernier, et qui totalisera 6,8 M de doses du vaccin russe. L'administration Maduro, qui entend commencer la phase des injections de rappel en janvier, a précisé que le vaccin Sputnik Light pouvait servir de 3^e dose peu importe le vaccin reçu lors des 2 premières. Au total, le pays a reçu 49,4 M de doses de vaccins contre le Covid-19, principalement Sinopharm, Sinovac et Sputnik V.

La BCV estime l'inflation à 8,4 % en novembre, et prévoit la sortie de l'hyperinflation pour 2022.

Selon la Banque Centrale du Venezuela (BCV), l'inflation en novembre dernier était de 8,4 %, ce qui constitue, pour le troisième mois consécutif, une inflation à un chiffre (7,1 % d'inflation en septembre et 6,8 % en octobre). Les plus fortes hausses de prix ont concerné les services d'éducation (22,4 %), l'équipement ménager (12,2 %), et les biens et services divers (11,3 %). Selon la BCV, le Venezuela est donc en passe de sortir d'une période d'hyperinflation, après 12

mois consécutifs de hausse des prix inférieure à 50 % chaque mois, puisque la dernière occurrence d'une inflation supérieure à 50 % remonte à décembre 2020 (77,5 %). De son côté, le FMI estime l'inflation en 2021 à 2700 % après une inflation de 2355 % en 2020 (et plus de 19.000 % en 2019).

Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 16 décembre 2021.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	556 765	46 770	19 355	1 626	0,9 M	7%	4,4 M	37%
Equateur	534 176	29 624	33 570	1 862	2 M	11%	12 M	67%
Colombie	5 099 746	98 697	129 256	2 502	13,4 M	26%	26,4 M	51%
Pérou	2 258 456	67 138	201 992	6 005	3,5 M	10%	20,1 M	60%
Venezuela	439 935	15 535	5 258	186	6,6 M	23%	9,9 M	34%
Am. du sud	39 251 856	n.d	1 187 566	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.	2022 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38,7	-7.7	5.5	4,0	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282,2	-8.2	5.1	3,8	-9,4	59,3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93,07	-7.5	2.5	3,5	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6,8	43.3	16.3	48,7	-5,6	36,9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188,4	-11.1	8.4	4,6	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2,8	-13.4	0.6	1,5	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27,9	n.a	-30	-10	-3,0	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45,3	382,7	-9.9	5.8	2,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211,4	1312,6	-4	3.6	1,5	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
CHILI	19,4	245,4	-5.8	6.1	2,5	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128,9	1133,2	-8,2	5	4,0	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, octobre 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international